

Europe, une identité kaléidoscope
Plaidoyer pour une dé-nationalisation de la Nation*
Nelson Vallejo-Gomez
Vice-président du Gerflint

*« Montre-moi la monnaie avec laquelle on paie le tribut.
Et ils lui présentèrent un denier.
Il leur demanda :
De qui sont cette effigie et cette inscription ?
De César, lui répondirent-ils.
Alors il leur dit : Rendez donc à César ce qui est à César,
Et à Dieu ce qui est à Dieu ».*
Evangile selon l'Apôtre Matthieu (l'an +33)

Résumé : *Quel serait la marque de reconnaissance, la base éthique imprescriptible, l'identité en rodage de l'Union européenne? Comment réguler le monopole de la puissance et la part de délire impérial toujours présent dans les caves et greniers de la «Vielle Europe»? Pourquoi faut-il que la devise de l'Union, «Unie dans la diversité», ait la dignité de la Personne comme clé de voûte, là où jadis ces peuples campaient les figures de Dieu, d'Empereur, de Roi, de Prêtre, de Raison, de Nation...? Cet essai cherche des réponses ouvertes à ces questions, à travers une réflexion sur les fictions identitaires que nourrissent dans les siècles une langue sacralisée, une nation sanctifiée, une souveraineté emmurée.*

Mots clés : *identité, dignité, personne, langue, nation, souveraineté, Europe, Union européenne, diversité, latinité, traité constitutionnel.*

Abstract : *What would be the sign of recognition, the ethic indefeasible basis, the running-in identity of the European Union ? How to regulate power monopoly and that sort of imperial mania which always hides itself in the cellars and garrets of "Old Europe"? Why is it essential for the Union's device, "United in diversity", to consider dignity of the human being as its keystone, instead of choosing other once widely used symbols such as God, the Emperor, the King, the figure of a Priest, Reason, the Nation...? This essay tries to find open answers to these questions by reflecting on identity fictions which have been nourished for centuries by a sacred language, a holy nation, a walled sovereignty.*

Keywords : *Identity, dignity, human being, language, nation, sovereignty, Europe, European Union, diversity, Latinity, constitutional treaty.*

Les peuplades pacifiées, qui labourent depuis plus de deux mille ans plaines et rivages de la plaque du sub-continent asiatique qu'on appelle *Europe*, se cherchent une *marque de reconnaissance* identifiable par eux-mêmes et par les autres.

Comme chacun sait, dès l'enquête d'Hérodote (l'an -400) sur le ravissement d'une fille du Roi de Sidon, « Europe » est un nom à l'origine mythique et au sens kaléidoscopique, qui désignait pour l'Antiquité grecque le nord-continent inconnu de son propre territoire. Pour les sciences de la Terre, *Europe* est une entité géographique dépourvue de frontières naturelles. Elle a moins de consistance géophysique, par exemple, que le sub-continent indien. Quant aux frontières internes l'identifiant comme une culture européanisée claire et distincte, Buenos Aires, New York, Cap Vert, Alexandrie ou Istanbul pourrait tout autant les revendiquer.

Borges aimait dire aux Européens de « souche », répondant à la question de Paul Valéry -*Mais qui est donc Européen ?*¹ que les Américains du Nord ou du Sud sont en fait les seuls à pouvoir se prétendre « Européens », étant entendu qu'en *Europe*, compte tenu des nationalismes enragés, on ne sait être que Français ou Allemand, Anglais ou Espagnol, Russe ou Polonais...

L'identité de l'Europe est comme un kaléidoscope que nous chercherons à évoquer ici. Parmi ses figures, il en est une, inédite, qui nous intéresse tout particulièrement et dont la « marque de reconnaissance » est en voie d'affirmation. Pour bien la comprendre, nous avons besoin d'un nouveau paradigme, lui-même en émergence, nécessitant un changement de mentalité, i.e. une sorte de « crise identitaire » dont le processus culturel ou métissage planétaire est en cours. Il s'agit en effet de cette entité politique et morale en rodage portant le joli nom d'*Union européenne*. Ce n'est pas encore le nouveau patronyme de la « Fille de Sidon », car toute l'Europe n'est pas encore unie et loin s'en faut. La Russie, par exemple, devrait d'abord faire l'autocritique de son *delirium imperium* velléitaire, avant d'accepter elle-même le partage d'un destin politique et moral commun avec, notamment, les républiques voisines. Il lui faudrait apprendre à vivre sereinement les contradictions de sa mémoire. Peut-être lui faudrait-il aussi son propre « Procès de Nuremberg » et un « Plan Marshall » européen. Sans cela, la Russie politique ne saura pas ce qu'est *le respect de la dignité humaine*. Et pourtant, ses élites pourraient, dans la poésie russe, entendre l'âme de l'identité humaine. Je dirai même, en m'inspirant d'une enfant russe meurtrie par les deux guerres mondiales et la Révolution d'octobre, Marina Tsvétaïéva, que non seulement l'âme est « *le seul mot de toutes les langues qui ne supporte pas d'adjectif ni d'explicatif* »², mais que ce mot, ou cette chose magique, est aussi la seule qui ne supporte ni les cartes d'identité ni les fictions identitaires d'une langue unique, d'une culture unique, d'une foi unique ou d'un parti unique.

Il est vrai que pour l'Europe en tant que telle, il n'y a pas de problème identitaire. Ce continent a toujours été un *contenant*, une conque sonore d'identité multiple, de diversité ethniques, culturelles et linguistiques. En revanche, l'*Union européenne* est une chose inédite dans cette région du monde qui a davantage expérimenté la ruse, le complot, la guerre, la trahison, et qui a touché le fond sans fond du mal radical, de l'ignominie et de l'infamie. Les Européens appellent donc de tous leurs vœux, pour le 21^{ème} siècle, une nouvelle marque de reconnaissance ou d'identité, procédant non plus de quelque *Deus ex machina* ou de quelque César de passage, mais de la *dignité humaine*. Leur héritage humaniste et la pauvreté dans le monde rendent impudique et frivole de ne rester qu'un club de riches. Tout comme leur héritage culturel et religieux rend suspect, voire malhonnête, de ne se croire qu'un « club chrétien ».

Les femmes et les hommes, qui ont à l'intérieur même de l'*Union européenne* la responsabilité de s'inspirer de valeurs qui la fondent, de les incarner même, et qui soutiennent son *Traité constitutionnel*, n'oublient jamais que ces valeurs ont survécu à l'horreur d'Auschwitz, et que c'est au sein d'une Europe ayant atteint un niveau d'indignité incommensurable que la *dignité humaine* a été restaurée en tant que valeur

fondamentale. C'est aussi pour cela qu'ils ont la responsabilité de les promouvoir en exemplarité et témoignage à l'extérieur des frontières de l'Union. Autrement dit, comme pierre de touche de leurs relations économiques, politiques et culturelles avec le reste du monde. En effet, l'article III-292 (Titre V, chapitre 1) du *Traité*, relatif à l'*Action extérieure* de l'Union, dit au premier alinéa :

« L'action de l'Union sur la scène internationale repose sur les principes qui ont présidé à sa création, à son développement et à son élargissement et qu'elle vise à promouvoir dans le reste du monde : le démocratie, l'Etat de droit, l'universalité et l'indivisibilité des droits de l'homme et des libertés fondamentales, le respect de la dignité humaine, les principes d'égalité et de solidarité et le respect des principes de la Charte des Nations Unies et du droit international ».

Les peuples de la planète constitués en Etat-nation regardent avec attention ce processus d'émergence d'un *modèle de démocratie dé-libératrice cosmopolitique*³, de *dignité humaine* en clé de voûte, approprié à l'ère de la mondialisation. « Une société est démocratique lorsque ses affaires sont gouvernées par la délibération publique de ses membres », dit Joshua Cohen⁴. La délibération s'entend comme un échange d'arguments rationnels visant à dégager un consensus, les acteurs peuvent alors être conduits à modifier leurs préférences de départ. Cela distingue la délibération de la simple négociation, dominée, quant à elle, par des choix stratégiques, tout en épargnant l'hypothèse d'une bonne volonté morale des participants. Les autres Etats-nation de la planète pourraient, en effet, s'inspirer de ce *modèle délibératif transnational* pour résoudre leur problème de reconnaissance, de monopole de la puissance et de la souveraineté au niveau social, économique et politique.

En créant une monnaie unique, les Etats membres de l'Union européenne dénationalisent l'économie et les moyens étatiques de production, en espérant instaurer des dispositifs normatifs inter-nations en cercle vertueux, qui régulent le capitalisme et qui prennent en compte la disparité structurelle des niveaux de développement, sans quoi les principes de la libre concurrence et de la libre circulation augmentent de fait l'inégalité et l'iniquité entre sociétés et individus.

Il faut s'aviser ici d'un amalgame préjudiciel entre « dénationaliser » l'économie et « délocaliser » les moyens de production. Le capitalisme barbare ne rêverait que de cela : durcir la concurrence des marchés mondiaux dans une sorte de loi de la jungle planétaire, promouvoir une réglementation à la carte au service uniquement des multinationales, intensifier la volatilité des capitaux flottants spéculatifs et accélérer les mouvements combinés de la délocalisation des productions nationales et de l'automatisation des productions intérieures. On trouve ici les « *facteurs structurels* » de la crise de l'emploi dans les pays riches et de l'étranglement des économies des pays pauvres⁵. Cet amalgame, comme d'autres que j'aborderai plus loin, rendent hostile le processus de « dénationalisation » des économies et des politiques, des sociétés et des individus, processus pourtant nécessaire et nullement suffisant à la régulation de la mondialisation, en tant que *démocratie dé-libératrice cosmopolitique*. Aussi, ces amalgames compliquent-ils la compréhension de l'identité en rodage de l'Union européenne comme une communauté morale et politique de destin.

Il faudrait en somme « dé-nationaliser » les individus et leur paradigme mental de l'autorité et du monopole du pouvoir. Pour qu'ils cessent d'être des « abstentionnistes » de tous poils, voulant le beurre, l'argent du beurre et la crémière ; qu'ils cessent d'être enfermés dans leur confort petit bourgeois, leur futilité cataleptique et leur dégradation somnambulique ; qu'ils cessent d'être « politiquement assistés », qu'ils se responsabilisent à l'égard de leur communauté conxtualisée, qu'ils acceptent d'animer partout où ils vivent et travaillent une démocratie participative, en commençant par le respect de la dignité humaine, le respect de l'environnement et de la vie en collectivité républicaine, et non pas qu'en tribu communautariste. Bref, qu'ils prennent en charge enfin l'avenir

de la *Terre-Patrie*⁶. Aux individus exerçant les responsabilités dans l'*Union européenne* de faire des liens entre le passé et l'avenir, à eux d'avoir la force d'âme nécessaire pour combattre le plus grand péril qui menace les Européens de l'*Union* : la lassitude⁷ et le nihilisme⁸.

La tâche est à la fois capitale, aléatoire et incertaine. Elle concerne, en fait, l'humanité toute entière. On est bien passé d'état de larve à la maîtrise opératoire du contenu (Nombres irrationnels), via l'état simien ; on est bien passé d'une poussière d'étoile à la maîtrise de l'atome (nanotechnologies), via une fugue de Bach et Auschwitz. Alors, peut-être bien qu'après un 20^{ème} siècle frappé du sceau de l'infamie et de la prise de conscience européenne d'être pour l'humanité comme dans une « ère de fer planétaire »⁹, dira-t-on du 21^{ème} siècle qu'il doit être celui du *respect de la dignité humaine du point de vue cosmopolitique*, ou il ne sera pas.

Après tant d'effroyables ténèbres et d'extraordinaires renaissances ; après tant de grands et de petits empires disloqués ; après avoir été, dès le 15^{ème} siècle le centre géopolitique de la planète, ayant installé des colonies dans les Amériques, en Afrique, en Asie et en Océanie ; après tant de guerres sans pitié aucune en tout genre et des révolutions d'utopie meurtries ; après avoir été maîtres incontestés des Temps Modernes et de l'avènement des mathématiques industrialisées ; après la Guerre froide, l'équilibre de la terreur nucléaire et la chute du Mur de Berlin ; voilà que ces peuplades de barbares tard cultivés cherchent de façon volontaire, concertée et pacifique à se doter d'une communauté politique et morale basée sur *le respect de la dignité humaine*. Autrement dit, la *dignité humaine* serait ancrée, incarnée même dans le corps de toutes les actions des hommes et des femmes vivant au sein des pays membres de l'*Union européenne*. Non seulement la peine de mort y est interdite, mais les femmes et les hommes y peuvent librement exercer leur liberté de pensée, de parole, d'opinion et de religion, ainsi que leur liberté d'appartenir à quelque minorité que ce soit. Des lois et des aides financières encouragent même cette liberté citoyenne. Cela veut dire concrètement que le fonctionnement du pouvoir démocratique et de l'autorité publique en Union européenne n'est plus confisqué par la crainte de quelque église, royauté ou partie politique en manque de divinité ou de transcendance. De ce fait, une conscience morale européenne est en rodage. C'est pour cela que, compte tenu des héritages culturels, religieux et humanistes, le concept d'identité apparaît comme une chose trop sérieuse pour la laisser uniquement entre les mains des banquiers qui gèrent les multinationales, et des policiers qui trient les queues à la périphérie de l'*Union*.

Ivres de futilité post-moderne, hantés par l'hystérie de la bourse, n'ayant que la montre pour repère, suivant le triste adage : *Time is money*, nous passerions à côté de l'essentiel, si l'on prenait pour un simulacre ou pour une abstraction vide la clé de voûte du *Traité constitutionnel pour l'Union européenne*. Il nous faut bien comprendre que cette clé est la *dignité humaine* et non pas l'économie libérale de marché qui n'est qu'un des objectifs de l'*Union*. On aurait tort, d'ailleurs, d'amalgamer les logiques différentes et pourtant complémentaires de la fin, des moyens et des objectifs. On aurait tort, surtout, de se laisser séduire par la futilité ambiante et le zapping conceptuel qui sévit de nos jours, en prenant à la légère le sens vital, le défi éthique pour le comportement quotidien de tout un chacun et l'enjeu pour la justice et la paix que signifie cette clé de voûte. *Le respect de la dignité humaine*, comme base éthique imprescriptible, régulerait pour ainsi dire le monopole de la puissance, de l'autorité et de la souveraineté en *Union européenne*. Elle est au point nodal où l'on a voulu jadis camper les figures de Dieu, d'Empereur, de Roi et de Prêtre. Certes, il y a toujours quelques reines et princesses en Europe, mais que voulez-vous, il faut encore nourrir l'imaginaire d'un peuple enfant rêvant parfois de princes charmants. Aussi, n'est-il pas moins vrai que des Hautes Administrations, dignes héritières des valeurs révolutionnaires et républicaines, vieillissent hantées par l'ambition futile d'être comme une « noblesse d'Etat » (l'image est de Pierre Bourdieu). Il convient ici de s'aviser que le mérite trop tôt institutionnalisé se corporatise et, trop tard reconnu,

devient une injustice sociale qui fracture la vie républicaine des institutions.

Les nouvelles institutions européennes héritent de tout cela et de plus encore. Mais le préambule ou profession de foi du *Traité constitutionnel* rappelle de façon radicale que l'administration du pouvoir et l'autorité en dépôt des citoyens de l'*Union* sont au service des héritages culturels, religieux et humanistes de l'Europe, à partir desquels se sont développées les valeurs universelles que constituent les droits inviolables et inaliénables de la personne humaine, ainsi que la liberté, la démocratie, l'égalité et l'Etat de droit. Autrement dit, le pouvoir politique de l'*Union* est au service de l'épanouissement des libertés fondamentales des femmes et des hommes, dans leur singularité et leur individualité. Cela veut dire concrètement que la liberté de vivre et d'aimer, de penser et de croire, de parler et d'écrire, d'entreprendre dans le respect des uns et des autres, le juste bien-être et l'intérêt solidaire sont choses véritables en pays d'*Union européenne*. On ne peut guère dire la même chose de la majorité des peuples dans les autres régions de la planète.

Doute ou fiction identitaire, un problème de langue

L'Europe n'a jamais eu à proprement parler à douter de son identité. Et il se pourrait, à y regarder de plus près, que le « doute européen » sur la question identitaire soit en réalité un des plis même de ce que Chantal Delsol appelle, pour décrire le caractère européen, l'*irrévérence*¹⁰. Une question, au fond, nullement préjudiciable et plutôt salutaire. Cela signifierait un pli de pensée insoumise, de révolte, de doute, d'autocritique – songez à Montaigne –, de curiosité, de rire ironique sur le pouvoir de soi et le pouvoir des autres – songez à Voltaire, à Nietzsche, à Foucault –, de liberté, de mise à distance de dieu, du monde clos à l'univers infini – songez à Galilée, à Einstein, à Heisenberg –, de la nature, de la société, de l'individu. En somme, l'irrévérence serait l'expression de l'altérité vécue. Tant il est vrai que l'Europe a toujours eu de l'identité en moulinage d'héritages ou en pillages des autres. Elle a toujours su faire de l'autre une sorte de miroir déformé et hésitant de la mise en valeur de sa propre identité. Elle connaît bien l'altérité, la diversité culturelle et linguistique chez elle. Deux Guerres mondiales ont contribué à cet apprentissage. Elle est en voie d'apprendre aussi l'altérité chez les autres et dans le monde. Je songe ici au célèbre tableau surnommé *Les Ambassadeurs*, datant du 16^{ème} siècle et que l'on trouve à la *National Gallery* de Londres, où Hans Holbein le Jeune met en perspective des négociations diplomatiques qui sont forcément un rapport de force entre point de vues différents et identités complémentaires. Les deux personnages sont séparés par un luth à la corde cassée, symbole d'harmonie à restaurer ou des nouvelles notes à chercher, y compris avec des cordes brisées. Il y a également, légèrement sur le sol et de travers entre les *Ambassadeurs*, un bout de miroir ovale qui nous montre la distorsion de la réalité dont souffrent peut-être nos cervelles étroites. Il est aussi un rappel de notre discontinuité et de notre finitude, et la nécessité de tenir dans l'altérité et la diversité la continuité et la pérennité des identités en jeu entre *Ambassadeurs*. Il conviendrait sur l'iconographie en jeu de cette huile sur chêne faire la distinction entre une *diplomatie de la négociation* et une *diplomatie de la délibération*. Cela nous permettrait de comprendre peut-être la différence entre l'ONU et l'*Union européenne*, entre la politique de la confrontation stratégique d'une part, et la politique de la délibération démocratique d'autre part, bref entre l'expression des volontés nationalistes et la formation de consensus transnationaux.

La construction volontariste, concertée et pacifique d'un espace politique ancré sur des valeurs universelles contraint l'Europe à se poser la question d'une identité nouvelle. Autrement dit, de l'identité de l'entité historique en gestation qu'on appelle *Union européenne*. Il est bien connu que les peuples jeunes et barbares sont avides de mémoire. Ils croquent l'avenir avec les grandes dents d'un oui radicalement affirmatif et volontaire. Il s'avère paradoxal, en revanche, que les peuples civilisés deviennent fades et décadents. Incapables de porter l'extraordinaire richesse de leurs héritages, ils deviennent oublieux de leur barbarie restée nécessairement pourtant à fleur de peau. Ils

deviennent orgueilleux, inattentifs et futiles.

En manque naturellement de racines, l'Europe n'avait jamais eu à douter de sa propre identité, tant il est vrai qu'elle a toujours su aller se chercher ailleurs de quoi se cultiver, se nourrir et s'enrichir. Elle l'a fait en marchand habile ou en colonisateur enragé. Sans parler de musées, les bâtiments et les places des grandes villes européennes exposent avec fiertés signes et symboles des cultures étrangères devenues familières. Sans parler de *Livre*, de la *Roue*, du *Papier*, de la *Boussole*, et j'en passe, mais en parlant tout de même de la pénicilline qui sauva l'autre jour mon enfant d'une septicémie fatale et de l'énergie nucléaire qui me chauffe dans cette nuit d'hiver, en Europe, le propre de la « culture » a toujours été la familiarisation de l'étranger. Se cultiver en Europe a toujours été une « *activité d'appropriation* », comme le montre Rémi Brague dans son essai magistral, *Europe, la voie romaine*¹¹. Encore qu'il manque à cette Romanité une Latinité ouverte sur l'avenir et non pas uniquement enracinée dans son passé. On trouve une certaine noblesse dans la propension de l'esprit à se cultiver tout naturellement d'autre chose que de lui-même. Pour Rémi Brague, « *l'attitude fondamentale qui a rendu possible l'histoire culturelle européenne* » est bien celle de l'empereur Charlemagne en l'an 800 de la Croix, qui combattait l'insomnie en apprenant à lire et à écrire, et qui redorait ses blasons avec les *images venues d'ailleurs*, c'est-à-dire de Byzance. Il était ainsi le paradigme culturel d'une Europe en gestation, qui a toujours su que la reconnaissance de l'identité vient d'un effort de conscience pour apprivoiser en soi l'étranger.

Pour une juste compréhension de la question identitaire, les arts sont toujours salutaires et la poésie avant toute chose, qui conserve pour l'esprit l'impermanence des mots. J'aime à citer un vers du grand poète français Arthur Rimbaud. Inspiré d'avenir, à la fin du 19^{ème} siècle, au cœur de la macabre gestation des nationalismes guerriers de l'époque, le poète écrivait en ouverture d'*Une saison en enfer*, le poème *Mauvais sang*. Le voici :

« *J'ai de mes ancêtres gaulois l'œil bleu blanc,
La cervelle étroite, et la maladresse dans la lutte.
Je trouve mon habillement aussi barbare que le leur.
Mais je ne beurre pas ma chevelure* ».

Je vous laisse bien évidemment tout le plaisir et le loisir d'interpréter ces vers. Surtout la chute où Rimbaud marque d'un geste simple sa volonté et sa liberté de faire autrement face au paradigme culturel des ancêtres.

La question reste cependant et toujours celle de l'« identité ». Dogmatiquement pré-supposée par tant de débats sur le monoculturalisme ou sur le multiculturalisme, sur la nationalité, la citoyenneté ou l'appartenance en général, l'« identité » est une notion qui déborde la personne elle-même. Elle met en jeu un lien complexe entre ce que l'on est et ce que l'on veut être ; tout à la fois la représentation que l'on a de ce que l'on est et la reconnaissance ou représentation de l'autre ; tout à la fois notre personnalité et nos différentes cartes : d'identité, vitale, visa –classique ou première-, d'électeur, du club, etc.. Identité individuelle ou collective. Enjeu politique, économique ou psychologique. Troubles d'ordre public ou troubles d'identité. Quel est l'enjeu capital ? C'est une question d'anamnèse. L'approche par la mémoire ou par l'autre langue en nous, la langue de l'altérité qui est toujours une *langue inouïe* au sens premier. Autrement dit, l'*Union européenne* se doit de poursuivre avec son *Traité* et ses nouvelles institutions d'écrire sa grammaire historique à la diversité linguistique et culturelle, afin d'avoir une écriture qui lui serve d'anamnèse et sauve de l'oubli les valeurs fondamentales qui lui donnent une raison d'être, i.e. une identité. L'identité n'est, en effet, que des raisons d'être et de persévérer dans son être. Pourvue que ces raisons soient inspiratrices ; qu'elles ne soient ni trop ambitieuses, ni trop ridicules ; qu'elles soient des liens, i.e. *tristement gaiés*. Si

ces raisons ont pour critère le respect de la dignité humaine, cela suffira amplement à nos travaux et nos jours.

Dans un livre crypté et émouvant, *Le monolinguisme de l'autre*¹², qu'il convient de *déconstruire*¹³ avec son propre vécu langagier, Jacques Derrida s'interroge sur le statut d'appartenance à une langue, à un territoire, à une nation, à un peuple, à une identité. Jouant de la figure stylistique d'un entretien imaginaire, d'un débat politique et métaphysique en français au sujet du français, Derrida entrelace d'autres thèmes, dont celui du phantasme de la « langue maternelle » et du délire identitaire qui la guette. Il dit que l'origine de « ses souffrances », c'est qu'il n'a qu'une langue et que cette langue n'est pas la sienne. Il avance pour s'expliquer un rapport d'antagonisme entre deux propositions inscrites comme des lois : 1. *On ne parle jamais qu'une seule langue* ; 2. *On ne parle jamais une seule langue*. La preuve est à trouver dans la *division* à l'œuvre entre langue maternelle et langue étrangère. Cela est à coup sûr conflictuel. Obscurité des vanités. Lumière de la réconciliation avec ses propres contradictions. Eclairage de ses démons à soi. Dialogue avec ses propres témoins. Pour éprouver l'expérience de la langue maternelle comme fiction identitaire, il convient de se remémorer la césure du cordon ombilical, la fin nécessaire de la fusion pour naître. Vivre, parler, sentir, penser, c'est être exposé à la *di-vision*, au dialogue, en ayant en mémoire l'unicité. Cette division, ce dialogue, c'est le double regard : d'un côté l'agent, de l'autre le patient. Il n'y a donc pas d'observateur absolu ou de maître de langue ou dans la langue. Dans ton français, j'entends les sonorités hispaniques, me disait un ami français. Et dans le tien, j'entends les sonorités multiples d'un latin liant des patois asservis. Nous sommes quittes. Le trognon d'une langue ne supporte pas plus un front national qu'un monopole du cœur, car il est mouvant, vivant, ici et là-bas. Pas de certitudes. Pas de principe d'identité ou d'autorité. L'enjeu n'est pas grammatical, mais « *agrammatical* », « *asyntaxique* », « *ou qui communique avec son propre dehors* », comme dit Deleuze¹⁴. Que du principe d'incertitude, comme pour la physique quantique. Pour mieux comprendre cela, on peut suivre Derrida qui précise que dans toute langue des « *effets de métalangage* », comme des « *relais de métalangage* » introduisent déjà de la traduction, de l'objectivation en cours. Qui sait entendre les effets de métalangage saisit aussitôt la puissance à la fois libératrice et aliénante qui demeure en toute langue. On pourrait dire de façon approximative que le métalangage est à la langue ce que la parabole est à l'esprit. Ces effets « *laissent trembler à l'horizon, visible et miraculeux, spectral mais infiniment désirable, le mirage d'une autre langue* ». Et cette autre langue, c'est la « *langue de l'autre* ». Il y a de la communication, nullement du dialogue sans la conscience de l'étrangeté dans la langue même.

Derrida évoque la question de *ne pas avoir de langue en propre, seulement la langue de l'hôte*, comme pour celui qui est en errance, ici bas, en quête d'exergue sur sa tombe et d'héritage immatériel pour ses enfants. On peut se mouler corps et âme dans la *langue de l'hôte*, et l'aimer jusqu'à l'enfantement. Mais la conscience de ne pas avoir de « *langue en propre* » touche au sacré, à la prière, à la poésie. Et je n'y toucherai pas. Emma bella, qui a dix ans, s'ennuie à la messe le dimanche. Pourquoi alors je la « force » à m'accompagner ? Pour qu'elle apprenne à prier, à mettre en relation complexe ses pouvoirs psychiques, à entendre dans son propre silence plus d'une langue, plus d'une voix sans effroi et dans la joie. Pour qu'elle éprouve que nul n'a le monopole de la langue de prière ou de la langue sacrée. Pas encore pour les dogmes, la morale, les anathèmes. Cela viendra avec le temps. Pour le moment, je n'ai à lui léguer pour héritage identitaire que trois choses : cultiver la relation complexe de ses pouvoirs psychiques, avoir le courage de se servir de son propre entendement et ne pas abîmer les camélias du jardin de sa maman avec le ballon de foot. Entendre une langue d'immigré planétaire revient à ne pas être affolé, aliéné par quelque appartenance ethnico-linguistique, à conserver la possibilité d'entendre l'esprit dans la pluralité des langues. Derrida fait appel à l'expérience d'errance langagière du peuple juif, d'après la lecture proposée par Franz Rosenzweig : « *alors que tous les autres peuples sont par conséquent identifiés à leur langue propre et que la langue se dessèche dans leur bouche le jour où ils cessent d'être*

peuple, le peuple juif ne s'identifie plus jamais entièrement à la langue qu'il parle »¹⁵. La leçon que je retiens ici est double. D'abord la dimension poussiéreuse et éphémère de toute appartenance : même les grandes civilisations, les grands empires sont mortels. Ensuite, que la vraie « Terre » n'est toujours « Sainte » que si l'on y cultive l'esprit ; de même la vraie « Langue » n'est toujours « Sacrée » que dans la mesure où l'on ne s'y enracine pas, où l'on ne se la monopolise pas, où l'on ne la politise pas. C'est pourquoi, Rosenzweig peut dire que « *sa vie linguistique se sent toujours en terre étrangère et que sa patrie linguistique personnelle se sait toujours ailleurs* ». L'essence du langage est une chose mystérieuse. Il ne suffit pas d'anthropologiser ou de naturaliser. Il y a toujours un chaînon manquant dans une logique constituée du simple principe de causalité et d'identité. Chacun porte en parlant une *voix spectrale*, une *voix immémoriale*. A chacun de chercher à l'entendre. Il y a de la poésie ici. J'en conviens volontiers. Laissons donc la parole au poète. Dans l'esquisse d'un poème inachevé cité par Heidegger¹⁶, Hölderlin écrit : « *L'homme a expérimenté beaucoup. / Des Célestes nommé beaucoup, / Depuis que nous sommes un dialogue / Et que nous pouvons ouïr les uns des autres* ». Pour ce qui est de notre « *identité langagière* », reprenons la leçon que Heidegger élabore de ce poème : « *Nous –les humains- nous sommes un dialogue. L'être de l'homme a son fondement dans le langage ; mais celui-ci ne prend une réalité- historique authentique que dans le dialogue. Le dialogue, pourtant, n'est pas seulement une façon dont le langage s'accomplit, mais c'est comme dialogue uniquement que le langage est essentiel* ». Dans un autre texte, Heidegger précise ceci : « *L'homme n'est quelqu'un qui dit oui et non que parce que, dans le fond de son essence, il est un diseur, le diseur. Là réside son éminente distinction, et en même temps sa misère. C'est là ce qui le distingue de la pierre, de la plante, de l'animal, mais aussi des dieux. Même si nous avons des yeux, des oreilles et des mains par milliers, et encore beaucoup d'autres organes, si par ailleurs notre puissance ne se trouvait pas en la puissance de la langue, tout l'étant nous resterait fermé : l'étant que nous sommes nous-mêmes non moins que l'étant que nous-mêmes ne sommes pas* »¹⁷.

En métaphysicien, Heidegger est l'un des plus grand philosophes du 20^{ème} siècle. En politicien, il a joué à l'apprenti sorcier avec l'essentiel, à l'occasion de sa nomination à la présidence de l'université de Fribourg. Il est vrai que l'intellectuel du contemporain subit parfois le fracas politique de l'actualité qui fourvoie. Soucieux d'élever le débat de l'époque sur l'identité du nouveau « peuple élu » aux yeux du National Socialisme, il l'a hélas compromis dans l'horreur en gestation du nazisme. Le penseur qui a restauré pour l'humanité la question fondamentale de l'Être s'est aussi embourbé dans une tentative délirante pour fonder ontologiquement « *les possibilités fondamentales de la race originellement germanique* », à l'occasion de ses cours d'hiver 1933-1934 sur l'« *essence de la vérité* »¹⁸. Heidegger faisait un amalgame incroyable entre la philosophie d'Héraclite, la « *puissance originelle de l'existence historique occidentale et germanique* » du « *Peuple allemand* » ou de la « *Race Ariane* », qu'il appelait à combattre l'« *Asiatique* » ou le « *Juif* », « *en vue de l'anéantissement totale* ». Fut-ce par naïveté, « *grosse bêtise* » ou par aveuglement radical, à la recherche de « *nationalisation* » de la mission de l'université, en quête d'une sorte d'universalité nationalisée ou d'un universel nationaliste, il écrivit en 1933 : « *je voyais à cette époque dans le mouvement parvenu au pouvoir une possibilité de rassembler et de rénover le peuple depuis l'intérieur, un chemin pour trouver sa détermination historique et occidentale* »¹⁹. Celui-là même qui apprit plus tard à maîtriser les figures des chemins qui ne mènent nulle part, aurait plutôt dû s'en méfier. Ne traitons peut-être pas à la va vite Heidegger de nazi ! Je partage l'opinion de Maurice Blanchot lorsqu'il dit que ce grand philosophe allemand a manqué « *d'être à certaines heures un simple intellectuel* ». Ou lorsqu'il écrit : « *Voilà, pour moi, la responsabilité la plus grave : il y a eu corruption d'écriture, abus, travestissement et détournement du langage. Sur celui-ci pèsera dorénavant un soupçon* ».²⁰

Exilée de force, parce que juive, aux Etats-Unis pendant la Seconde Guerre mondiale, Hannah Arendt, rapporte Derrida dans *Le monolinguisme de l'autre*, à propos de la langue

maternelle, de la langue allemande et du nazisme, se disait toujours : « *Que faire ? Ce n'est tout de même pas la langue allemande qui est devenue folle ! Et en second lieu : rien ne peut remplacer la langue maternelle* ». ²¹ Qu'une langue puisse s'affoler est une chose à la fois insensée et possible.

Derrida déconstruit avec merveille la réponse à la question d'Arendt, en soulignant, hélas, « *qu'il est possible d'avoir une mère folle, une mère unique et folle, folle parce que, dans la logique du phantasme, unique* » ; une sorte de « mère-patrie » folle, comme pendant la première guerre mondiale. Il y aurait, en effet, un vieux phantasme qui traîne en psychanalyse, et que l'on retrouve en filigrane dans les amalgames du Front nationaliste et souverainiste relatifs à la nation comme fondement naturel ou sanguinaire de la démocratie : celui d'un « lien naturel » à la mère ou à la « mère-nation », sorte de savoir immanent de l'origine pour chaque individu que tout comme la fécondation *in vitro* et le mystère de l'Annonciation mettent à mal. Rappelant à propos de l'imagination l'étrange pensée de Voltaire à propos de Malebranche : « *l'imagination est la folle du logis* », Derrida fait un lien entre langue maternelle, imagination, mère, folie, unicité absolue et remplaçabilité absolue. Et, dans ce cas, il faut savoir raison garder. Plus facile à dire qu'à faire tout seul, comme quand on doit s'en sortir tout seul dans la vie, suivre tout seul de cours par correspondance, bref, apprendre à penser par soi-même, trouver ses propres repères, sa propre unité dans la diversité. Car, « *la mère peut devenir la folle du logis, la délirante de la loge, de ce lieu de substitution où loge le chez-soi, la loge ou le lieu, la localité ou la location du chez-soi. Il peut arriver qu'une mère devienne folle, et cela peut-être, certes, un moment de terreur. Quant une mère perd la raison et le sens commun, l'expérience en est aussi effrayante que quand le roi devient fou. Dans les deux cas, ce qui devient fou, c'est quelque chose comme la loi ou l'origine du sens (le père, le roi, la reine, la mère) (...). Folle comme l'Un de l'unique (...). Qu'on soit fils ou fille, et chaque fois différemment selon qu'on est fils ou fille, on est toujours fou d'une mère qui est toujours folle de ce dont elle est, sans jamais pouvoir l'être uniquement, la mère, précisément au lieu, et dans le logis, du chez-soi unique* ». J'aperçois cependant une espérance dans le mystère de la *Virginité de Marie*, qui consiste à être indemne ou à pouvoir être indemne de la folie de l'unique. Le Fils de Dieu ne souffrirait pas de cette aliénation parce qu'il témoignerait d'un enfantement libérateur : l'enfantement de l'esprit, l'accouchement d'Anamnèse.

Curieusement inséré dans la *Genèse* entre la *Table* des peuples nés des rescapés du Déluge et la généalogie d'Abraham, l'épisode célèbre de *La Tour de Babel* apparaît comme la leçon à tirer de la folie d'une humanité parlant « un seul langage », usant des « mêmes mots ». Il s'agirait d'avoir une Tour unique dont « le sommet soit dans les cieux », afin d'affirmer un « seul nom » et une « seule puissance ». La Bible raconte que cette folle entreprise ne vit jamais le jour, car elle fut interrompue par Yahvé, qui brouilla tout simplement le langage des hommes. Ce brouillage introduit la confusion et la dispute dans la capitale de l'empire babylonien qui domina l'Orient et qui devient pour l'instruction de l'humanité la métropole de la confusion et une des figures de la folie langagière. Le mystère de la *Pentecôte* y apporte un contrepoint, car il faut tout de même comprendre, c'est évident, qu'à travers l'embrouillement des langues les hommes viennent à s'entendre. C'est qu'une « langue de feu », une « langue d'esprit » habite aussi chacune des langues.

Derrida convoque un dernier témoignage, celui de Levinas. Pour Levinas, sa langue d'adoption ou d'élection, langue accueil, langue de l'hôte, sa langue apprise, sa langue quotidienne se fait ici comme une expérience éthique, celle d'un choix individuel, celle du français. Levinas écrivit, enseigna et vécut tous les jours en langue française, alors que le russe, le lituanien, l'allemand et l'hébreu – sans parler du grec et du latin, restaient ses autres langues familières. « *Peu de référence solennelle à une langue maternelle chez-lui, me semble-t-il*, précise Derrida, *aucune assurance prise auprès d'elle* ». Levinas pensait, dit Derrida, que « *l'essence du langage est amitié et hospitalité* ». L'une est

l'autre se vivent au quotidien, comme une bonne habitude. Elles s'éprouvent comme une familiarité acquise et partagée. La langue ici n'est pas « maternelisée », elle n'est pas « nationalisée », elle n'est pas un délire identitaire, un enracinement nationaliste sacralisé. Elle est une invitation à faire la distinction toujours à recommencer dans le discours entre la *Sacralité* de la lettre qui s'idolâtre et la *Sainteté* de l'esprit qui se réfléchit.

Doute identitaire, un problème de nationalisme ou souveraineté nationale

« *Rares sont les souverains qui apprennent la sagesse dans la souveraineté* ».

Edgar Morin²²

Il me semble que le « doute identitaire » en Europe devient perceptible pour les journaux télévisés et pour l'opinion publique à l'occasion de la chute du Mur de Berlin, de la fin de l'histoire du point de vue totalitaire et de la prise de conscience critique du mal incommensurable atteint à Auschwitz, en collaboration sournoise avec l'un des pays sensé être le plus civilisé, le plus « musical » de l'Europe. Et pourtant, l'hymne de l'*Union européenne*, en juste reconnaissance à cet héritage culturel, est tiré de la 9^{ème} *Symphonie* de Beethoven, qui met en musique l'*Ode à la joie* écrite en 1785 par le poète allemand Schiller. En outre, on peut souligner que depuis la chute de l'Empire romain d'Occident et de l'adoubement de Constantinople en Nouvelle Rome, jusqu'au découpage de Berlin en paradigme disjonctif par l'Armée soviétique et les Armées des Alliés américains, anglais et français, les peuples de la frange nord-occidentale de l'Europe n'avaient pas eu à ce poser la question de leur identité. Celle-ci leur revenait par *secondarité culturelle*, comme l'a montré Brague, et ils en faisaient usage par subsidiarité avec une étonnante récréation du neuf avec de l'ancien.

Je pense ici à l'entretien que Jacques Le Goff, considéré comme l'un des plus grands médiévistes vivants, a accordé au journal français *Le Monde* (22 mars 2005), à propos du référendum sur le *Traité constitutionnel*. Il dit être pour le oui à la ratification par son pays de ce *Traité*, mais contre l'intégration de la Turquie à part entière dans l'*Union européenne*. La raison de cette opposition radicale ne semble être ni économique, ni sociale, ni juridique, ni politique, ni religieuse ; elle toucherait à la césure historique constitutive même de l'Europe à l'époque médiévale. Pour Le Goff, qui considère que « nous ne sommes pas encore sortis de l'opposition géographique des Grecs : l'Occident et l'Orient », i.e. que nos mentalités sont encore celles du Moyen âge, de l'Europe médiévale, impériale et catholique, la Turquie, héritière de l'Empire Ottoman et du monde byzantin, serait toujours comme de l'« islam européisateur » (l'image est de Morin²³ pour penser justement une certaine idée de l'Europe, l'Europe médiévale !). En refusant à la Turquie moderne de faire partie de la nouvelle entité politique qui ouvre le 21^{ème} siècle en Europe, Le Goff ferait croire que la seule source de l'identité dans cette région du monde aurait pour substrat la chute de Constantinople. L'Europe serait historiquement bien peu de chose si, héritière de l'Empire d'Occident reconstitué, elle ne s'était forgée qu'une identité par défaut, dans une lutte à mort contre l'Empire Ottoman. Cette vision du passé n'ouvre nullement sur l'avenir. Or, l'identité en gestation de l'*Union européenne* parie sur une volonté positive et ouverte que fonde une communauté de valeurs anciennes, modernes et contemporaines clairement énoncées dans le *Traité constitutionnel* :

« *L'Union est fondée sur les valeurs de respect de la dignité humaine, de liberté, de démocratie, d'égalité, de l'Etat de droit, ainsi que de respect des droits de l'homme, y compris des droits des personnes appartenant à des minorités. Ces valeurs sont communes aux Etats membres dans une société caractérisée par le pluralisme, la non-discrimination, la tolérance, la justice, la solidarité et l'égalité entre les femmes et les hommes* ».²⁴

Le respect de ses valeurs conditionne de façon absolument nécessaire l'adhésion et l'appartenance d'un pays à l'*Union européenne*. Autant les questions économiques, sociales et juridiques supportent les « mises à niveau », autant les valeurs fondamentales

sont à prendre ou à laisser en tant que telles, de façon qualitative. Car elles ne sont pas « négociables ». On ne le dira ni ne l'écrira assez.

En fait, la fin du monde byzantin et la chute de Constantinople inaugurent le commencement d'une certaine idée de l'Europe : celle du transfert continu de la puissance comprise de façon impériale. Autrement dit, la restructuration de l'Empire romain d'Occident en Empire romain-germanique, espagnol, anglais, français, soviétique, national-socialiste. Par ailleurs, je suppose qu'il doit avoir aussi une raison majeure à se réjouir du sort historique réservé à Constantinople dans la nuit fatale du 28 au 29 mai 1453 et à la fin du monde byzantin du point de vue économique, social et politique. Ce qui ne veut pas dire que du point de vue culturel, Byzance n'ait pas sa grandeur pour le patrimoine mondial de l'humanité. Je vois cette raison clé dans le fait que l'Empire romain d'Orient fut l'alliance sur terre du despotisme et de la chrétienté politisée. De l'an 330, la transformation en « Nouvelle Rome » d'une petite colonie grecque de l'Empire romain, à sa fin en l'an 1453, une certaine romanité à la grecque et un certain christianisme à la romaine ont allié pouvoir temporel et pouvoir spirituel au service de l'or et de la pourpre d'une élite épiscopale et impériale. « *Sachez qu'il n'est aucune beauté, aucune grandeur, aucune activité, aucune puissance qui puisse engendrer le bon empereur, à moins qu'il ne porte en son âme la représentation de sa ressemblance à la divinité* ». Car Dieu « *s'est lui-même imprimé dans les intellects en tant qu'archétype, donnant ainsi l'image de sa providence, et il a voulu que les choses d'ici-bas fussent organisées à l'imitation de la réalité supraterrrestre* ». Ainsi parlent, au 5^{ème} siècle à Constantinople, deux hommes bien différents : le rhéteur Thémistios, qui était pourtant païen, et l'évêque Synésios de Cyrène. « *Tant il est vrai qu'à Byzance se mêlent intimement, des les origines, tradition romaine et conception chrétienne du pouvoir impérial* ». ²⁵ Il faut peut-être rendre justice aux milliers de moines et d'anachorètes qui ont toujours dénoncé, au péril même de leur vie, cette alliance contre nature. Soit en accusant les Latins de trahison envers la véritable foi, celle de l'orthodoxie, bien sûr, soit en déstabilisant le pouvoir central des évêques en diffusant dans les villages et les campagnes le portrait de l'évêque iconoclaste, repu d'or et nourriture, qui va inspecter pointilleusement ses récoles puis se hâte de rentrer à Constantinople faire de la politique. Au Concile de Florence (1439), le petit royaume grec au passé impérial, épuisé par des querelles internes, byzantines, pillé par les Croisés, pourtant frères en Dieu, revient officiellement dans le giron de l'Eglise catholique romaine. Mais pas pour longtemps. Ses jours sont comptés. Venise n'ira pas secourir Byzance. D'ailleurs Saint Marc a déjà pris les mosaïques et autres richesses qui avaient à prendre à Sainte Sophie. La cathédrale de Justinien, la plus somptueuse basilique chrétienne en Orient, peut être désormais transformée en Mosquée, puisqu'elle n'est plus pour l'Empire catholique d'Occident que le souvenir d'un schisme. L'unité du pouvoir romain se retrouve à nouveau à Rome. Même si la Royauté française le lui conteste parfois et que Paris ne tardera pas à s'allier à Istanbul en tant que de besoin pour le commerce et la géopolitique. Gènes n'ira pas non plus porter secours à Constantinople, car elle est historiquement déjà ailleurs. Un « nouveau monde », à la recherche d'autres marchés plus ouverts sur la planète, est en passe d'émerger avec les Espagnols et les Portugais. Aussi, Constantinople peut-elle tomber. La Corne d'Or n'a plus d'or.

Le fait religieux et l'omniprésence de l'orthodoxie ont coloré et fracturé la mentalité théocratique de l'Empire romain d'Orient. Byzance se considérait sans rire la transcription terrestre du plan divin, la conciliation pour le bonheur des individus du Ciel et de la Terre et la justification ontologique et juridique du pouvoir de l'Empereur-Patriarche. La fracture mentale byzantine va persister jusqu'à l'Europe moderne. La Révolution française brisera pour toujours l'alliance entre le pouvoir temporel et le pouvoir spirituel. Les découvertes scientifiques, ensuite, démontreront aux hommes que les choses d'ici-bas s'organisent à la façon des systèmes clos, ouverts et complexes, et les choses supraterrrestres à la façon des univers infinis. S'il fallait rappeler une chose importante de la mémoire byzantine en Europe, pouvant servir pour l'identité politique en rodage de l'*Union européenne*, je la vois dans l'impossibilité pour tout gouvernement présent et à venir dans cette région du

monde de tomber dans l'illusion d'une République théocratique. « *A César ce qui est à César, et à Dieu ce qui est à Dieu* ».

Après la chute du Mur de Berlin et la réunification allemande, s'estompe en Europe la sinistre ligne de la terreur nucléaire qui partageait le monde entre Moscou et Washington. Les pays membres de la *Communauté Economique Européenne* entreprennent alors de participer, à leur manière, à la création d'un nouvel ordre mondial. Ils accentuent dès suite un nouveau processus de tissage de leur unité territoriale et monétaire, juridique et politique.

Mais, que se passe-t-il ailleurs entre temps ? Après la fin de la Guerre froide, qui est aussi la fin du *delirium imperium* soviétique et la mise à nue de l'illusion communiste qui voulait imposer une « Union » par la terreur du goulag aux peuples à la diversité ethnologique, culturelle et linguistique, le doute identitaire émerge telle une peste noire dans le reste du monde. L'on pourrait dire que le premier personnage à sinistre mémoire, qui a voulu y apporter un « antidote » pour son pays, voire sa région, ce fut le dictateur irakien Saddam Hussein. Il a voulu tirer à tort une conclusion précipitée sur la suite géopolitique à donner à la nouvelle donne planétaire et au nouvel ordre mondial à bâtir. Après dix ans de guerre avec l'Iran, sorte d'équilibre de la terreur entre citoyens, au détriment en réalité des minorités massacrées dans villages et campagnes, Saddam Hussein a cru bon imiter le *delirium imperium* qui prenait pourtant fin en Europe. En stratégie fantasque et utopiste, il a cru pouvoir se payer en nouveaux territoires et surtout en or noir, les années d'une guerre ignoble au service des puissances étrangères. Il a été le pantin des pouvoirs alliés contre la Révolution islamique, jouant une sorte de « croisade laïque » par procuration, comme jadis les royautes et papautés se sont alliés en Europe contre la Révolution française. Toutes choses égales par ailleurs, car la différence radicale entre ces deux Révolutions, dont les régimes de terreur ont dévoré leurs enfants, c'est que la Révolution française a mis à la tête du pouvoir législatif, où se trouvaient depuis des siècles amalgamés pêle-mêle Dieux, Rois et Prêtres, les « Droit de l'Homme et du Citoyen », retrouvant ainsi modernisées la République et la Démocratie. Tandis que la Révolution islamique cherche à y instaurer depuis à peine vingt ans une Théocratie ; autrement dit, une justification divine du pouvoir absolu des Ayatollahs. Pourquoi l'Europe héritière de la Révolution française est à même de faire la leçon sur les questions relatives au monopole du pouvoir politique ? Parce qu'elle a en héritage les nuances qui distinguent clairement le pouvoir spirituel et le pouvoir temporel, parce qu'elle connaît en sa chair meurtrie que le pouvoir corrompt les hommes et que le pouvoir absolu les corrompt absolument, parce qu'elle a appris enfin pour la gestion du politique la sagesse du précepte deux fois millénaires : « *à César ce qui est à César, et à Dieu ce qui est à Dieu* ».

Saddam Hussein, méconnaissant la puissance mentale de l'héritage européen et américain des valeurs telles que la liberté, la démocratie et l'Etat de droit, ainsi que la sauvegarde de la souveraineté d'un Etat-nation, membre de l'ONU (j'écris cela sans ironie), s'est lancé à corps perdu dans une aventure folle qui provoqua la Première grande guerre du Golfe. Le dictateur irakien s'est notamment mépris, l'a-t-on y encouragé ? sur la mollesse de la puissance américaine de l'époque, ainsi que sur la « décadence en Occident » et sur la « politique occidentale » capable de conduire des actions contradictoires et complémentaires, ayant deux poids et deux mesures, et qui, alliant pragmatisme et stratégie, peut aussi amalgamer finalité, moyens et objectifs. L'histoire est trop près de nous pour en tirer toutes les leçons. Il n'en reste pas moins vrai que certains faits sont là à décoder. Bush père, contraint par ses Alliés qui refusaient de faire pousser leurs soldats jusqu'à Bagdad, puisque le mandant n'était que de restaurer la souveraineté d'un membre de l'ONU, stoppa la guerre. Saddam Hussein, enfermé dans les murs de sa ville et les souterrains de ses villégiatures, se vengea sur les minorités de son peuple, les Kurdes en particulier, et tua tous ceux qui avaient osé une autocritique, au sein même des sa propre famille.

Les soldats américains revinrent à Bagdad en 2003 avec Bush fils. Et l'on retiendra aussi pour l'histoire du dernier dictateur ayant voulu remodeler par la force le monopole de la puissance et de la souveraineté entre Etats-nations (j'écris cela sans ironie), l'image d'un pauvre type, extrait d'un souterrain comme un rat, aux yeux d'animal humain apeuré, pris en photo entre les bottes des gaillards qui font la pause fière des barbares malhabiles à traiter la question du respect de la *dignité humaine*, et à qui la « vieille Europe » a encore beaucoup à apprendre. Les mêmes jeunes barbares américains torturèrent ensuite dans l'infamie les prisonniers irakiens, non pas tant en leur brisant un bras ou une jambe pour extraire d'eux une information vitale à la protection des leurs, encore que, mais en méprisant en eux leur humanité et inscrivant sur le corps de l'autre le sceau de l'infamie. Autrement dit, en brisant d'un acte infâme, la clé de voûte des valeurs universelles pour les peuples européens, à savoir, le respect de la dignité humaine en tout un chacun. Comment trouver ensuite racine identitaire dans ces valeurs sans être hanté par le spectre du simulacre, de la duperie et du scandale ?

L' « identité », une question piège, pervertie et préjudicielle

La question de l'identité européenne –*Mais qui sommes-nous donc, en tant qu'Européens ?* est apparue comme question *préjudicielle* après la chute du Mur de Berlin. Une fois l'étau asphyxiant de la Guerre froide écarté, après que la tenaille nucléaire entre Moscou et Washington s'est desserrée sur les pays d'Europe occidentale, centrale et orientale, la question de l' « identité européenne » est venue se poser de façon *préjudicielle*. C'est un banal paradoxe que de voir l'esclave devenu libre ne savoir que faire de sa liberté, doutant soudain de sa nouvelle identité d'homme libre et préférant chercher à nouveau de quoi aliéner sa dignité humaine retrouvée. L'épisode de la « libération » du peuple d'Israël nous l'apprend, peut-être. Le *Livre de l'Exode*, par exemple, dit que les Fils d'Israël, assoiffés dans le désert, récriminaient contre Moïse, en lui réclamant avec arrogance : « *Pourquoi nous as-tu fait monter d'Egypte ? Etait-ce pour nous faire mourir de soif avec nos fils et nos troupeaux ?* ».²⁶ Quand un peuple oublie l'esprit qui le guide, son identité historique et morale, il ne devient bon qu'à réclamer des jeux et du pain. Il oublie, comme le rappelle Jésus en réponse à la tentation diabolique de transformer les pierres en richesses gastronomiques ou financières, « *l'homme a besoin de pain, mais il a également besoin d'amour* ». Ce même Livre raconte que Moïse a crié vers son Seigneur : « *Que vais-je faire de ce peuple ? Encore un peu et il me lapideront ?* ». Or, Moïse venait de les libérer de l'esclavage et de leur permettre de retrouver leur dignité humaine.

Reconstruite, riche et repue de vide idéologique, en passant de l'absurde et de l'existentialisme au consumérisme, l'Europe de la fin du 20^{ème} siècle reprend conscience dans la crainte et sans tremblement du rôle historique qu'est le sien dans le monde. Les Européens responsables du passé à venir ne supportent plus la comédie de la préférence, ni l'illusion de la différence, ni encore moins la frivolité que produit vivre dans une coquille en or. « *Le monde est un menu : il faut commander et ne pas désespérer. Tel est le fond de la condition postmoderne* », écrit Peter Sloterdijk²⁷. Privilège réservé néanmoins à quelque millions d'individus entre plusieurs millions d'autres mourant de faim et de soif dans un monde à la dignité humaine sans cesse bafouée. A quoi sert-il d'apprivoiser le désert si l'on doit entourer les vergers des barbelés et vivre dans la crainte perpétuelle de l'autre ?

En se dotant d'un *Traité constitutionnel* pour l'Union européenne, les citoyens européens sont appelés à sortir de l'ère de la frivolité. « *Est frivole celui qui, sans motif sérieux résidant dans la nature même des choses (y ayant rareté l'esprit), doit se décider pour ceci ou pour cela – c'est le vert canard et non le carmin, le teriyaki de saumon et non le carré d'agneau, ce sont les Seychelles (sans tsunami, bien sûr) et non Acapulco (sans le Sous-Comendant Marcos), Naomi et non Vanessa, (Star Académie et non l'OM contre le Bayard de Munich)... les grosses cylindrées de Honda et non BMW, Long Island et non le XVI arrondissement. Tout cela se produit dans la conscience que tout irait aussi*

bien autrement »²⁸. Tout cela est conditionné pour ainsi dire non plus par une volonté de puissance nietzschéenne, mais un *principe régulateur de volonté d'amusement*²⁹. L'homme européen a appris pour lui-même et pour les sociétés modernes à se divertir en devenant *comme maître et possesseur de la nature*.

Ne supportant donc plus de vivre que dans un club de riches, entourés de misère et de fanatisme, les citoyens européens du 21^{ème} siècle prennent conscience de leur position dans le vide planétaire. Ils ont le devoir et la responsabilité de combattre pour eux-mêmes, en témoins avisé et non pas en colonisateur assoiffé, la lassitude d'un esprit chargé d'histoire et de nihilisme, la faiblesse d'une volonté vivant dans le confort et le mensonge d'un esprit à l'ardeur pervertie au nom même du feu sacré.

Question préjudicielle et amalgame malhonnête, la question identitaire est actuellement en Europe le chiffon rouge agité par le Front souverainiste et par les eurosceptiques qui se croient investis d'une sorte de « croisade néo-nationaliste » à l'encontre de l'individualisme libéral, du modèle délibératif de la démocratie transnationale, du processus d'*Union* interdépendante des nations et de la régulation concertée de la mondialisation. Ce Front nationaliste voudrait faire croire aux citoyens que la « souveraineté nationale » est en fait *leur propre moi souverain*, et que celui-ci est, derechef, *en danger*. Or, un « moi », se croyant en danger de dissolution, est la bête la plus dangereuse de la terre. En effet, ce Front amalgame la Nation, prise comme la mère embrassant en son sein tous ses enfants, la Royauté ou l'Eglise incarnant tous ses sujets ou ses fidèles, avec l'Etat, pris comme dispositif institutionnel, moderne et laïc d'organisation de l'autorité et du pouvoir au service de la chose publique. Il y a également ici l'idée d'une Nation idolâtrée comme source unique et transcendante d'identité des individus (langue, traditions, culture, gastronomie). Tout se passe comme si l'amalgame « Etat-nation » devenait en fait un nouveau Léviathan qui « nationalise » l'identité individuelle et polymorphe de tout un chacun, qui « labellise » et « monopolise » les sources d'identité sociale ou *noyau archaïque*, d'identité étatique ou carte d'identité, d'identité historique et mythologique, voire d'identité planétaire ou *Terre-Patrie*.

Le Front nationaliste et souverainiste considère pour ainsi dire que la Nation ou le « Peuple » (au sens grec de démocratie) sans l'Etat est aveugle (l'Etat étant compris ici en tant que « concept rationalisateur » de la Nation ou du Peuple), et que l'Etat sans la Nation est vide (la Nation étant considérée ici comme la chair qui donne vie à l'Etat). Les national-souverainistes sont les « Ayatollahs » de la République. Ils n'ont que faire de l'universel qui la soutient, les Droits de l'Homme, ni non plus des trois principes universels retrouvés par la Révolution française pour l'avenir de l'Europe, et qui guide la République moderne : *Liberté, Egalité, Fraternité*. Ils sacralisent l'Etat dans l'autel de la Nation, en amalgamant la loi et l'esprit, le pouvoir temporel et le pouvoir spirituel, la « voix du peuple » ou la souveraineté populaire (un des fondements nécessaire et pas suffisant à l'exercice de la démocratie) et la souveraineté nationale (l'exercice en délégation délibérative et législative, exécutive et judiciaire de la volonté populaire ou collective).

Or, l'Etat n'est rien d'autre, depuis la Révolution française, qu'une organisation administrative et institutionnelle au service de la République, dans le respect des Droits de l'homme et de la démocratie. Certes, cette « organisation » peut-être au service d'autre chose. On l'a vu dans l'« Etat Français » à la période de Vichy. Tout se passe pour le Front souverainiste constitué de nationalistes de Gauche et de Droite comme s'il y avait nostalgie d'un Etat au service d'autre chose que la République. Un Etat au service, par exemple du « sang de la nation » avec ses « lettres de noblesse ». Rien d'étonnant que l'on trouve des Royalistes embrigadés chez les souverainistes.

Il faudra pour les Etats démocratiques européens une souveraineté bien comprise. Car, ils sont eux-mêmes la diversité en voie d'union concertée et pacifiée avec l'autorité de l'altérité, c'est-à-dire avec la souveraineté des autres. Il ne faut pas renouveler les guerres

de « religion nationaliste », car l'on n'est pas si dévot de la Nation que les bonnes gens du passé. Tout le monde n'accepte plus d'être chair à canon pour les idoles nationalistes –songez à *Voyage au bout de la nuit*³⁰.

Deux guerres mondiales, le Nazisme, le Stalinisme et le Fascisme ont appris ce que l'amalgame « Etat/nation » a de pervers pour les peuples de l'Europe. Lorsque la machine technique, administrative et organisationnelle de l'Etat est mise au service du « sang de la nation », c'est-à-dire des passions populaires, il y a guerre civile ou dictature à la clé. Le modèle délibératif de l'*Union*, les concept de subsidiarité et de démocratie transnationale pourront aider à la compréhension d'une souveraineté cosmopolitique, à l'assagissement des souverains en charge de souveraineté, si l'on reconnaît que l'Etat doit agir en subsidiarité dans le respect des autorités démocratiques locales, régionales et internationales. Il faudra également à coup sûr aux peuples européens une appréhension juste de leur propre nationalité comme étant ressource d'une identité kaléidoscope et non pas bannière pour préparer la guerre ou principe d'intégration négative ou d'exclusion positive.

Le processus d'*Union* est présenté par la Droite réactionnaire et la Gauche opportuniste comme un danger pour l'identité nationale et culturelle des cartes d'identité, ainsi que comme le nouvel instrument du libéralisme capitaliste qui obtiendrait la dénationalisation ou la déréglementation des moyens de production pour ensuite les délocaliser et faire jouer une concurrence déloyale au détriment des droits du travail et des conventions sociales.

S'ajoute à ce procès d'intention fait au *Traité constitutionnel*, un doute identitaire nourrissant l'argumentaire à la Cassandre et chargé d'amalgames du Front nationaliste et souverainiste. Un malaise relatif à la finalité même du processus d'*Union européenne* se fait alors sentir, tant et si bien qu'il se pourrait que des pays membres, aussi importants que la France, ne ratifient pas le *Traité* en première lecture. Ce malaise tiendrait en deux amalgames. Le premier consiste à confondre la fin et les moyens : confondre la mondialisation des moyens matériels et la finalité identitaire (les valeurs universelles de l'*Union*). Autrement dit, l'amalgame entre la mondialisation, d'une part et, d'autre part, l'appel à une identité pour l'*Union européenne* qui soit à la fois nourrie des « nationalités » comme ressources de diversité, mais ayant une marque de reconnaissance propre et « dénationalisée » comme inspiration d'*Union* des diversités. Union n'est pas unicité. De même, il ne s'agit en aucun d'opérer une réduction ou disparition de l'identité des nations membres dans je ne sais quelle dialectique pour un « Super-Etat-Nation ». Au contraire, il s'agit d'organiser l'interaction et la complémentarité de ces identités pour l'émergence d'une marque de reconnaissance ou figure de l'*Union*, c'est-à-dire, pour la mise en action d'une conscience européenne, d'une démocratie européenne et d'un progrès humain, économique, social et politique pour les 450 millions d'individus du troisième groupement humain de la planète, après la Chine et l'Inde. En ce sens, aucun pays membre de l'*Union* ou candidat à cette *Union* n'est plus ou moins européen que l'autre. On pourrait même dire que la Turquie n'est pas plus ou moins européenne que la France ou l'Allemagne, l'Angleterre ou la Pologne. Pour la simple raison que la nouvelle identité européenne, l'identité en rodage de l'*Union européenne* n'est pas en tant que telle une nationalité, mais une citoyenneté nouvelle. Il s'agit de faire vivre pour soi et pour les autres, dans tout lieu public et de mémoire, ainsi que dans les institutions publiques des pays membres de l'*Union*, les valeurs universelles que constituent les droits inviolables et inaliénables de la personne humaine. Tel me semble être le seul critère non-négociable pour être membre à part entière de cette *Union*, voire pour établir des relations internationales honnêtes avec d'autres pays. Ce critère, clé de voûte, doit être compris par tous les citoyens, et surtout par les policiers qui matraquent les femmes dans une manifestation publique. Les autres critères sont structureaux (économiques et sociaux) ou idéologiques (historiques ou religieux). Tel est l'enjeu capital auquel se trouvent confrontés les hommes et les femmes qui ont la responsabilité historico-prospective du vouloir être des Européens ou de vivre en chair et en os la conscience

d'une nouvelle identité européenne. D'aucuns voudraient cette nouvelle identité déjà toute faite, à leur image, bien sûr. Le problème est qu'ils se l'approprient, comme une chose, non pas pour l'embellir en partage délibératif et solidaire, en esprit et en vérité, mais pour l'idolâtrer. D'autres ne la voudraient aucunement, car ils la croient en contradiction avec leur propre identité et ils se l'imaginent comme une barbarie descendue des montagnes ou une horde venue des steppes. Or, si elle effraie tant, cette identité en rodage, c'est qu'elle est une proposition pour tout un chacun, sur la base du respect de la dignité humaine, à se cultiver soi-même et à se civiliser soi-même. Or, faire cela est une tâche difficile, car elle implique toujours une remise en cause de certitudes, voire un changement de paradigme et de mentalité.

Confondre les moyens –y compris le *Traité constitutionnel*- que l'on se donne pour construire une *Union européenne* et la finalité de celle-ci (être « *Unie dans la diversité* »), c'est aussi, refuser de voir dans la construction européenne une réponse politique de rattrapage possible à la mondialisation économique. Or, comme le suggère Jean-Marc Ferry, c'est dans « *la visée du rattrapage politique de l'économie que l'Union européenne trouve aujourd'hui sa légitimation la plus évidente* ». ³¹ Ferry propose d'envisager deux points que je reprends ici, à ma façon, sur le processus de construction en cours de l'*Union* : ou bien on la regarde comme un processus fondamentalement *antipolitique* qui accompagne, voire légitime la subversion des Etats par une libération des marchés lâchés dans la jungle et abandonnés au profit obscur et corrompu de quelque *main invisible*. Ou bien on regarde au contraire la construction européenne comme une tentative objective de rattrapage de l'économie par le politique, afin notamment de se doter des moyens de participer à la régulation au plan mondial des puissances économiques multinationales qui font la loi sur les marchés et ailleurs. Mais on peut la regarder aussi comme l'effort concerté et pacifique des hommes et des femmes qui ont le souci de voir dans cette même régulation, en tant que pierre de touche et que finalité, les valeurs universelles pour la construction des identités politiques émergentes –y compris celle de l'*Union*-.

Dès la moitié du 20^{ème} siècle, la communauté européenne a été obligée de se doter d'une autonomie économique, en partageant d'abord les ressources matérielles entre pays membres. Au commencement du 21^{ème} siècle, elle est la deuxième puissance économique mondiale. Une nouvelle étape est à l'œuvre, celle d'une *Union politique*. Il s'agit, en effet, pour des Etats à l'organisation administrative et institutionnelle inégale, ainsi que pour des nations culturellement et linguistiquement diverses, et pour des peuples à l'ethnologie métissée, de se doter d'une « autonomie politique » planétaire, eu égard l'avenir incertain du monde. Il s'agit, sur la base de valeurs ou principes respectés par tous les Etats et *forces vives* des nations intégrant cette *Union*, de se mettre au service de la paix et du bien-être des peuples, à l'*ère du respect de la dignité humaine du point de vue cosmopolitique*.

Il n'apparaît pas dans ce processus à première vue de nécessité transcendante. Il s'agit tout d'abord d'une nécessité fonctionnelle et pragmatique nécessairement insuffisante. Les peuples organisés en Etats-nation sont devenus à l'échelle internationale, des unités déclassées par la mondialisation des interdépendances économiques, juridiques, culturelles, écologiques. Aussi, dans l'esprit de l'*Union européenne*, les grandes fonctions de souveraineté traditionnellement dévolues aux Etats nationaux, telles que la monnaie, la défense, l'éducation, la police, la justice, voire la diplomatie, sont-elles redéfinies en prenant en compte les « recommandations et directives de l'Union », afin d'agir de façon concertée et de réguler l'interdépendance de façon créatrice et non violente.

Cependant, ce premier amalgame nous jette dans un paradoxe aveuglant, dès lors que l'*Union européenne*, et notamment ses instances de décision et d'exécution, le *Parlement*, le *Conseil* et la *Commission*, ne sont pas comprises par les citoyens des pays de l'*Union* comme la représentation élue d'une identité ou d'une communauté de destin.

Le paradoxe s'avère insurmontable, nous alerte Jean-Marc Ferry, « *tant que l'on identifie strictement la souveraineté populaire, c'est-à-dire la démocratie, à la souveraineté nationale, et cette dernière, à la souveraineté étatique* »³². Tout se passe comme si l'Etat-nation avait le monopole de la démocratie. Alors que la démocratie est également à l'œuvre partout ailleurs, où des hommes et des femmes se rassemblent pour résoudre ensemble des enjeux communs transversaux, et décident de façon concertée de joindre leur moyens pour accomplir des actions répondant à des principes que ces mêmes personnes reconnaissent et respectent, et à des objectifs qu'elles évaluent et font évoluer dans leurs contextes.

L'identification préjudicielle, propre à l'assimilation de l'Etat à la Nation, ou à la nationalisation et à la monopolisation par l'Etat de la démocratie comme « peuple » et comme « identité nationale », fait émerger le second amalgame qui, lui-même, sous-tend le précédent, soit l'amalgame entre mondialisation et *Identité transnationale*. Contrairement à Ferry, j'appelle l'identité en émergence de l'*Union européenne*, « *Identité transnationale* » et non pas « *post-nationale* » ou « *hyper-nationale* », pour toutes les raisons que j'indique.

Dans un contexte d'amalgame « Etat-Nation », le processus d'*Union européenne* se voit discrédité par le Front souverainiste et nationaliste. Celui-ci le qualifie alors d'« Etat dans l'Etat », de machine bureaucratique –traduire : de rouage institutionnel ou administratif qui n'est pas au service d'*Un peuple*, ni non plus au service, en somme, d'Une *identité nationale*, mais d'une *Identité transnationale*. Dès lors, pensent-ils, ce processus délibératif se voit affecté de « déficit démocratique ». Et pour cause, ce Front conçoit la démocratie comme le monopole de l'Etat et de la souveraineté nationale. Il faudra un changement de paradigme et de mentalité pour dénationaliser la démocratie et assagir la souveraineté.

Le second paradoxe s'avère à son tour insurmontable, tant que l'on ne cesse d'établir l'identification préjudicielle entre nation et démocratie ; tant que l'on refuse de distinguer entre souveraineté populaire et souveraineté nationale, alors toute compréhension d'interdépendance du pouvoir souverain sera comprise comme une perte de souveraineté populaire, c'est-à-dire, comme une « perte de peuple », de « nationalité », de « démocratie ».

Il faut calmement démonter la thèse selon laquelle *la nation est la communauté des citoyens*. La nation étant ici l'universel par quoi l'individu serait transcendé. Or, la nation n'est que la singularité d'un peuple et non pas son universalité. Les figures nationales n'expriment pas l'universel, elles n'expriment que les singularités, les diversités, les idiosyncrasies. Car l'universel ne saurait être pour une *Personne* ni le « Peuple », ni la « Nation », ni le « Parti », ni la « Religion », ni la « Raison ». Peut-être l'universel gît-il dans la *dignité humaine* et apparaît-il au regard de l'altérité et de l'identité dans l'action du respect de cette dignité. Comme l'« homme de bien » chez Aristote, par exemple, n'est autre que celui qui fait le bien, qui « individualise », qui « singularise » ou qui « personnalise » l'universel.

Il faut également démonter, comme le fait habilement Ferry³³, les syllogismes pour la *forme* et le *contenu* de la démocratie moderne voulu par les nationalistes et les souverainistes, cherchant à habilitier l'idée selon laquelle la démocratie est impossible sans la nation pour la forme et qu'il n'y a de démocratie que nationale quant à son contenu. C'est encore en filigrane l'idée d'une nation entendue comme de l'universel unificateur qui donnerait à la démocratie, d'une part, sa *forme* ou synthèse nationale, i.e. il y aurait autant de formes de démocraties que des nations, et d'autre part et derechef son contenu, autrement dit, *il ne saurait y avoir de démocratie que nationale*. Or, justement, toute l'histoire de la démocratie depuis ses origines grecques jusqu'au *Traité constitutionnel* pour l'*Union européenne*, en passant par les Révolutions anglaise, américaine et française, montre que la démocratie donne une forme politique stable aux nations. C'est la démocratie qui permet à un peuple, identifié en nation, d'accéder à l'universel organisateur du politique. Il s'agit d'un

processus essentiellement éducatif, comme le montre Werner Jaeger dans son livre magistral sur le génie démocratique athénien.³⁴

Il convient également de protéger l'universel de la Révolution française, les Droits de l'homme, du même amalgame cherchant à nationaliser la république et la démocratie, lorsque, comme l'indique Ferry, on affirmerait que « *nation et république sont sœurs jumelles, toutes deux, filles de la Révolution française* ». ³⁵ La réduction de la démocratie à l'expression républicaine a conduit, au nom de la « République », à la mise en place d'un régime de la terreur qui dévoya la Révolution française. On ne démocratise pas la nation à la baïonnette ou à la matraque. C'est poursuivre l'amalgame préjudiciel Etat-Nation que de « nationaliser » aussi la République. République et Démocratie, en tant que telles, n'appartiennent pas à la Nation française, par exemple. L'une est invention romaine, l'autre est une invention grecque. Certes, la Révolution française les fait renaître des cendres greco-romaines et la Convention seconde les procédures populaires (démocratiques) que l'on trouve déjà dans le Tiers Etat et les cahiers des doléances. D'ailleurs, la « nation française » est le creuset structuré sur des voies gréco-judéo-romaines, où s'allient des tribus barbares romanisées – songez aux Francs qui finissent par se libérer de la tutelle romaine. Elle est la résultante des peuples métissés, à l'identité culturelle, linguistique et aux croyances différentes – songez aux Cathares. C'est une injustice faite à l'histoire et à la mémoire, à la grandeur de la Nation française, que d'en faire une sorte de fille naturelle de la Révolution et une « sœur jumelle » de la République, en vue de trouver des arguments pour les nationalistes et les souverainistes. En outre, à y voir de plus près, ce creuset extraordinaire n'est pas plus le monopole de la Royauté que de la République ou de l'Etat, ou que celui de la Papauté ou de l'Empire. Il faut donc dénationaliser ou « dékafkaiéner » l'Etat. Autrement dit, rendre à l'Etat sa dimension laïque, administrative et opératoire, afin qu'il soit au service uniquement des principes fondamentaux de la République : *Liberté, Egalité et Fraternité*. Il faut également dénationaliser la Nation, c'est-à-dire, enlever à la machine étatique le principe identitaire du nationalisme, afin de faire de l'Etat un outil citoyen et républicain véritable.

« Union européenne », une nouvelle identité pour les peuples européens

Le nœud gordien de l'identité de l'*Union européenne* en émergence réside dans sa capacité à dénationaliser les Etats-Nation, tout en renforçant le sens démocratique et la conscience civique des femmes et des hommes qui vivent, labourent et aiment dans cette région du monde. Le défi majeur consiste à dénationaliser les nations, à assagir les souverainetés et à remettre aux mains des citoyens la démocratie, tout en régulant le capitalisme et en combattant incessamment par l'éducation (mémoire, sciences et arts) les amalgames préjudiciels à la paix et au bien-être des peuples.

L'identité en gestation de l'*Union européenne* est dans l'altérité ou elle ne sera pas. Elle est décentrée, kaléidoscopique et polymorphe. Elle retrouve une mémoire qui s'inspire de l'identité humaine et qui s'incarne dans une volonté pratique de communauté légale et morale. Elle témoigne de reconnaissance historique mutuelle, de sens civique et éthique supposant une conscience de coresponsabilité sur des enjeux contextualisés et des défis transversaux. Elle détient une personne juridique réglant des intérêts solidaires ouverts sur le monde.

La *dignité de la personne* est autant un pilier ancré dans les héritages culturels, religieux et humanistes de l'Europe, qu'un moteur spirituel intégrant la mémoire à venir du *Traité constitutionnel* et de la *Charte des droits fondamentaux de l'Union*. Sans *dignité humaine*, en effet, les autres valeurs qui fondent l'*Union*, à savoir la *liberté*, la *démocratie*, l'*égalité*, l'*Etat de droit*, ainsi que le *respect des droits de l'homme*, y compris les *droits des personnes appartenant à des minorités*, seraient aveugles

Il est intéressant de souligner que l'on retrouve la *dignité de la personne*, et non pas quelque César ou quelque dieu, en valeur fondamentale du processus d'*Union*

à l'œuvre. Autrement dit, la *dignité* est comme le substrat éthique du principe de coopération et de procédure concertée, qui organise de façon à la fois programmatique et stratégique, juridique et politique, le monopole de la puissance et de l'autorité entre les pays de l'*Union*. Il s'agit de réguler aussi et surtout par l'esprit et non pas que par la lettre (actes, lois, décrets, arrêtés, circulaires) le processus d'inter-dépendance des souverainetés, des nationalités, des régionalismes, des minorités et des intérêts des multinationales que l'on trouve dans les pays membres.

La devise proposée par le *Traité constitutionnel de l'Union européenne* dit bien qu'elle se doit d'être « *Unie dans la diversité* ». Cette nouvelle identité, en tant que telle, n'est pas plus ou moins française qu'allemande, anglaise ou espagnole... comme elle ne sera pas davantage plus ou moins turque, le jour où la Turquie en deviendra membre à part entière. Chaque pays a sa propre identité nationale et la gardera, comme chaque région, chaque village et chaque famille gardent la leur tout en participant pourtant de la démocratie locale, départementale, régionale, nationale et internationale. Pour la simple raison que la nouvelle identité a pour fondement le *respect de la dignité de la personne* et non pas la cristallisation révolutionnaire de quelque nation ou l'application consulaire de quelque nouvel édit de *Caracalla*. De même, l'identité en rodage de l'*Union européenne* n'est pas plus l'addition des cultures nationales des pays membres, comprenant les emprunts millénaires effectués aux cultures asiatiques, chinoises, égyptiennes, précolombiennes... que l'instauration d'une supra culture, à la manière de quelque nouvel impérialisme ou quelque nouvelle révolution culturelle totalitaire.

Je n'ignore pas que ces valeurs, qui émergent des Temps Modernes et se consolident à travers les Renaissances de ces peuples à l'origine barbare, font rire jaune les eurosceptiques, et surtout font l'objet de railleries bien aigres de la part des nihilistes des comptoirs, à la recherche toujours du scandale, ancrés qu'ils se croient dans leur logique de volonté de puissance inquisitrice, et que j'oppose aux nihilistes gaies et tonifiants du *Gai savoir*. Je n'ignore pas non plus qu'« au Nom » de ces valeurs, une certaine idée de puissance, alliant Croix ou Croissant et Sceptre, les a perverties et leur enrôlent encore. Un doute salutaire, portant à la fois sur leur principe moteur et leur principe final, est certes nécessaire. Mais il ne doit pas être confisqué par le nihilisme, qui est une maladie chronique de la culture européenne. Celui-ci, diagnostiqué de façon magistrale à la fin du 19^{ème} siècle par le philosophe allemand ou « médecin de l'âme » (l'image est platonicienne), Frédéric Nietzsche, n'est pas l'objet principal de mon sujet aujourd'hui. Cependant, nul ne saurait penser la nouvelle logique, ou plus précisément la dialogie organisatrice à l'œuvre dans le processus d'identité en rodage de l'*Union européenne*, sans avoir en toile de fond la conscience d'un nihilisme plus destructeur que conspirateur, d'un nihilisme, au fond, de petit bourgeois passablement cultivé, comploteur, revendicateur et profondément aigri, à la mentalité colonisatrice, héritier d'un *delirium imperium*, qui se sait sans lettres de noblesse et qui croit accéder à l'aristocratie de l'esprit par la posture nihiliste. Autrement dit, le nihiliste comploteur pense résoudre le problème d'identité du « petit moi » par un dispositif d'usurpation de la raison et de perversion logique. En croyant établir le critère de la vérité par le seul fait que toute vérité serait une construction de signification, le nihiliste revendique en fait à nouveaux frais le principe essentialiste d'une vérité en tant que concordance avec le réel. La concordance étant ici tout autre chose que la concorde et traduisant en fait la dynamique d'un sujet conquérant en lui, pour lui et par lui l'identification de la vérité avec le réel. Dès lors, le nihiliste croit que la logique n'est pas un impératif destiné à la connaissance du vrai, mais une arme pour poser et aménager un monde sensé signifier pour lui et pour les autres le seul « monde vrai ». Et il érige pour ce faire des autels à l'or doré ou noir, à la montagne, au centre de la cité ou dans les Nouveaux mondes ou dans les Nouveaux territoires conquis à l'épée ou au missile. Lorsque ce nihilisme-là est à l'œuvre dans la technique qui détruit plus qu'elle ne construit, la bureaucratie qui momifie plus qu'elle n'active et sert la chose publique et l'économisme des experts dont raffole la mentalité capitaliste des Etats-nation, le principe auto-éco-réorganisateur de l'*Union européenne* ne pense plus qu'à thésauriser, à exclure et à tuer au nom des idoles. Il est pris dans une technique aveugle

et destructrice. Il rend impensable la dignité humaine comme valeur fondamentale des rapports entre les personnes humaines et/ou juridiques (Etats, citoyens, institutions laïques ou confessionnelles, administrations, entreprises). Cette valeur devient alors impensable, parce qu'elle est reprise dans un paradigme logique classique de vérité et d'erreur. Autrement dit, pour revenir au processus de constitution interne de l'identité de l'*Union européenne*, les eurosceptiques et les nihilistes font planer le soupçon d'après lequel les valeurs fondamentales de cette *Identité* seraient en fait des « apparences » ou des « simulacres ».

Les eurosceptiques et les nihilistes auraient voulu pour ce *Traité constitutionnel* un texte fermé sur lui-même, clair et distinct, à la lecture transparente et n'ayant pour cela qu'une seule interprétation vraie (la leur, bien sûr !), à la logique binaire et disjonctive, à la manière d'un règlement de caserne. Car ils ont la nostalgie d'une autorité pyramidale et d'une souveraineté unique et indivisible, pouvant opérer de façon totalitaire à Paris et à Berlin, à Rome ou à Madrid, à Londres ou à Varsovie, une sorte de nouvelle alliance entre le pouvoir temporel et le pouvoir spirituel et au service de leur tribu respective... Les eurosceptiques et les nihilistes européens ont la nostalgie des empires nationalisés, voire divinisés, et n'ont que faire d'une *éthique re-constructive* pour les identités nationales comme pour les relations internationales, d'une *auto-éco-critique* qui structure les reconnaissances d'identité et d'altérité réciproques et qui permet un dialogue interculturel des peuples. La compréhension d'une citoyenneté transnationale implique une ouverture des mémoires nationales de portée éthique et qui devient substance d'une communauté morale et d'un ordre politique structuré par la mémoire en partage des atrocités commises par les nationalismes, notamment, sur les peuples minoritaires. Le front nationaliste, souverainiste et eurosceptique méprise pour cela même le *Traité constitutionnel* qui propose un texte organique riche et complexe, à la lecture interprétative, intégrant pour sa compréhension des logiques contraires et complémentaires. Un texte éco-réorganisateur qui émerge de la concertation, de la délibération, de la coopération et de la solidarité entre gouvernements démocratiques. Un texte qui reste un simple *Traité* international, à l'ambition constructive, signé entre Etats souverains.

Il faut comprendre que l'enjeu et le défi est celui d'une nouvelle conscience identitaire, qui émerge du processus de l'*Union européenne*. Depuis la fin de la Seconde guerre mondiale et plus précisément depuis la Chute du mur de Berlin, l'on peut apprécier dans cette région du monde un événement inédit dans l'histoire de l'humanité qui opère une révolution paradigmatique en temps de paix et qui conduit à repenser le rapport au temps, c'est-à-dire la question historique et culturelle de son identifiant interne, ainsi qu'à l'espace, c'est-à-dire à la question de ses frontières géographiques qui se traduisent de nos jours en passeport pour ses citoyens et en rapports juridico-administratifs de plusieurs générations et clauses stratégiques évolutives pour ses relations avec sa périphérie.

Le *Traité constitutionnel* organise, régule, équilibre autrement la compréhension des valeurs universelles relatives aux rapports humains, sociaux, économiques et politiques. L'enjeu capital de ce processus se joue sur le terrain de la *complexité du mode d'organisation* des héritages culturels, religieux et humanistes de l'Europe, en particulier sur une nouvelle compréhension du principe politique motrice du pouvoir temporel, à savoir, l'impérialisme. En m'inspirant de la pensée d'Edgar Morin, pour conclure sur ce point de façon provisoire, je dirai que la nouvelle identité européenne, en rodage, est une sortie de l'« âge de l'épée » en Europe pour la compréhension des rapports d'interdépendance étatique, voire une sortie de l'« âge de l'amalgame » entre l'épée et la croix pour la compréhension de la théologie-politique.

Enfin, ce processus d'*Union* est aussi l'espoir d'une identité européenne dont la dramaturgie ne serait plus une *commedia dell'arte impérialiste*³⁶, mais une organisation consciente des modalités d'auto-éco-régulation pour la mondialisation, dont les objectifs puissent être aussi pour tous les Terriens un espace de liberté, de sécurité et

de justice, sans murs ni frontières intérieurs, et une économie sociale de marché où la concurrence soit libre et non faussée par la corruption barbare ou légalisée.

Cette nouvelle identité est l'espoir d'une européanité dont le critère n'est plus l'Or comme moyen et la Foi comme finalité, ou vice-versa, selon que l'on se trouve du côté du Colon-colonisateur ou du Colon-évangéliste. Autrement dit, l'espoir d'un esprit moteur européen qui ne soit pas perverti par le capitalisme, ni aveuglé par une incarnation historique bureaucratisée ou « club chrétien ».

Cette nouvelle identité européenne sera motivée par le vouloir être ensemble et solidaire d'une communauté de destin capable de réguler les égocentrismes économiques des Etats-nations et les égocentrismes nationaux auto-destructeurs. Les individus qui en seraient conscients devraient être capables de contrer la petite politique à la souveraineté cocardière, qui voudrait perpétuer le morcellement européen. Ils devraient alors pouvoir dire à la manière de Nietzsche : « *Que m'importent les oripeaux dont un malade pare sa faiblesse ! Qu'il les exhibe comme sa vertu* »³⁷. Ou chanter avec Rimbaud dans son « Bateau ivre » que si l'on désire *une eau d'Europe*, une « eau vive » si j'ose dire, pour mettre les voiles de cette nouvelle Europe qui est une sorte de « *bateau frêle comme un papillon de mai* », c'est que l'on n'y devrait plus

« *Ni traverser l'orgueil des drapeaux et des flammes,
Ni nager sous les yeux horribles des pontons.* »³⁸

Il est évident que ce vouloir être ensemble comme un vouloir vivre « unis dans la diversité », comme une communauté de destin en gestation et comme une présence ici et maintenant de la nouvelle conscience européenne issue de cette *Union*, c'est une tâche capitale, aléatoire et incertaine. C'est une lutte quotidienne pour surmonter les ténèbres d'Auschwitz ou du nihilisme européen et pour vouloir être autrement que matière en simple décomposition muséographique.

Il est également évident qu'un vouloir être de ce genre renouvelé témoigne avant tout d'un effort de pensée et d'une singularité en action. Cela veut donc dire que c'est à l'intérieur des individus conscients de leur participation à l'émergence de cette nouvelle identité que se livre au jour le jour la lutte pour incarner ce nouvel espoir.

Les Européens issus de l'Union européenne devront être des individus capables de se penser à la fois comme constitués de matière et d'esprit, enracinés dans le cosmos et dans la vie, et conscients d'avoir une identité polymorphe, ensemencés d'avenir. Et non pas seulement enracinés dans la nuit de leur passé, en idolâtres de leur ignorance et de celle des autres, ou arrogants de leur propre vérité et en adorateurs de leurs idoles.

Pour penser cette nouvelle identité, autrement dit, pour *Penser l'Europe*, comme invite à le faire depuis 1987 Edgar Morin dans son livre sur la question³⁹, il nous faut de principes logiques nouveaux et un changement de mentalités. Autrement dit, il nous faut tenir compte d'un changement de paradigme qui est une véritable transformation du mode de pensée, du monde de la pensée et du monde pensé. Autrement dit, « *changer de paradigme, c'est à la fois changer de croyance, d'être et d'univers* »⁴⁰.

Identité en devenir, on peut néanmoins lui assigner des signes avant coureurs clairement identifiables pour appréhender sa forme. Du point de vue politique, le plus important est le projet de *Traité Constitutionnel* en cours de ratification par les pays membres. Car ce *Traité* lui donnera une personnalité juridique. L'Union pourra ainsi répondre à une vieille boutade qui amusait beaucoup les tenants de la puissance impériale américaine, suivant laquelle on doutait de l'existence de l'Europe parce qu'elle n'avait même pas de numéro de téléphone. Il est vrai que cette boutade avait été prononcée à l'époque révolue de la Guerre froide. Et la posture mentale qui la justifiait était alors le pendant de la puissance impériale soviétique. Souvenez-vous également

d'une autre boutade du même tonneau de vinaigre, en provenance de Moscou cette fois, d'après laquelle on croyait ridiculiser l'Etat du Vatican, en demandant combien de chars comptait-il ? Cette boutade, relative à la force par l'épée, peut faire penser à Pilate interrogeant le Christ sur sa « puissance » et celui-ci lui répondant sur la force par l'esprit ou, si l'on préfère, sur la force du droit qui est qualitativement supérieure à celle du droit par la force.

Aussi, peut-on considérer les valeurs qui la fondent comme des signes avant-coureurs de cette nouvelle identité : le respect avant toute chose de la *Dignité humaine*, de la *Liberté*, de la *Démocratie*, de l'*Egalité*, de l'*Etat de droit*, des *Droits de l'homme*, y compris des *Droits des personnes appartenant à des minorités*. Pour que ces valeurs puissent être en effet communes et respectées, la société se doit d'être caractérisée dans ces Etats membres par le *Pluralisme*, la *Non-Discrimination*, la *Tolérance*, la *Justice*, la *Solidarité* et l'*Egalité entre les femmes et les hommes*.

Ils cherchent ainsi à se donner une nouvelle « voix politique » dans le concert des nations, et pas que politique, morale aussi, en creusant un nouveau sillon historique, une *voie inédite*, ayant en mémoire leur *voie romaine*, mais pas seulement, car fort heureusement tous les chemins ne mènent plus à Rome, et n'en procèdent pas davantage. Tel est également le cas des sentiers imitant l'impérialisme romain et allant ou en provenance d'anciennes « Nouvelles Rome », à savoir Constantinople, Aix-La-Chapelle, Rome encore, Paris, Londres, Moscou, Berlin, Bagdad ou Washington. La Romanité est nécessaire à la mémoire européenne, elle n'est pas suffisante pour l'identité en rodage de l'*Union*, qui requiert aussi d'une Latinité ouverte sur le monde, ayant la souvenance du futur et construisant en marchant une voie inédite avec pour devise « *Unie dans la diversité* », et surtout avec l'horizon ouvert pour avenir, afin de simplement vivre et aimer les uns avec les autres, éclairant les craintes de l'avenir et les ténèbres du passé d'une lumière retrouvée, à savoir la *dignité humaine*.

Paris - Istanbul, avril 2005

Notes

*Une première version de cet essai a été prononcée au 13ème Colloque de l'Académie de la Latinité à Istanbul, avril 2005».

¹ Cf. Valéry, P., *Mais qui est donc Européen?* In Œuvres I, éd. La Pléiade, Gallimard, Paris, 1957, p. 1007 et ssq.

² Cf. *Le ciel brûle*. Ed. poésie/Gallimard. Paris, 1999.

³ Ferry, J-M., *L'Europe, l'Amérique et le Monde*. Ed. Pleins Feux, Nantes, 2004, p. 85 et sq.

⁴ Idem, p.85. Ferry cite Joshua Cohen. Cf. Bohman, J. et Rehg, W. (eds). Cambridge, MIT Press, 1997.

⁵ Idem, p. 48 et sq.

⁶ Cf. Morin, E., (en collaboration avec Anne-Brigitte Kern). *Terre-Patrie*. Ed. du Seuil, Paris, 1993.

⁷ « *Le plus grand péril qui menace l'Europe, c'est la lassitude* », écrit Husserl, Edmund. In *La Crise des sciences européennes et la phénoménologie transcendantale*. Trad. de M. Granel. Ed. Gallimard, Paris, 1976.

⁸ Le « nihilisme européen » est, chez Nietzsche, un trait fondamental de *La Généalogie de la morale* et une des pierres de touche de la *Volonté de Puissance*. Cf. Heidegger, M., *Nietzsche II*. Trad. M. Klossowski. Ed. Gallimard, Paris, 1971, p. 140-156. Cf. Nietzsche, F., *Par-delà bien et mal* (§ 208). Ed. Gallimard, Paris, 1971.

⁹ « ère de fer planétaire » comme stade de l'humanisation de l'espèce humaine et « identité humaine » comme stade de l'humanité de l'humanité, sont des concepts forgés dialogiquement par Edgar Morin. Ils permettent de comprendre sa proposition clé pour l'homme contemporain : participer avec le corps à 100% et l'esprit à 100% au « salut » de l'humanité en l'accomplissant, i. e. à la poursuite de « l'humanisation en humanisation ». Cf. *La Méthode 5*. L'humanité de l'humanité – L'identité humaine. Ed. du Seuil, Paris, 2001. *Pour en sortir du XX siècle*. Ed. Nathan, Paris, 1981.

¹⁰ Delsol, C., *L'irrévérence*. Ed. La Table Ronde, Paris, 2002 (1^{ère} édition 1993).

¹¹ Brague, R., *Europe, la voie romaine*. Ed. Gallimard, Paris, 1999, p. 166 et sq.

- ¹² Derrida, J., *Le monolinguisme de l'autre*. Ed. Galilée, Paris, 1996.
- ¹³ « Si j'avais à risquer, Dieu m'en garde, une seule définition de la déconstruction, brève, elliptique, économique comme un mot d'ordre, je dirais sans phrase : plus d'une langue ». Derrida, in *Mémoires pour Paul de Man*. Ed. Galilée, Paris, 1988.
- ¹⁴ Idem, op. cité.
- ¹⁵ In *L'Etoile de la rédemption*. Cité par Derrida, in *Le monolinguisme de l'autre*, p. 62 et ssq.
- ¹⁶ Heidegger, M., *Approche de Hölderlin*. Ed. Gallimard, Paris, 1973, p. 48-49
- ¹⁷ in *Introduction à la métaphysique*. Ed. Gallimard, Paris, 1967, p. 91.
- ¹⁸ Heidegger, M., *Cours du semestre d'hiver 1933-1934*. Trad. M. Faye, ed. Klostermann, tome 36-37, 2001, p.90 et sq.
- ¹⁹ Le tristement célèbre « Discours du Rectorat » (Université de Fribourg, 1933) a provoqué une polémique très dure relative à la question de savoir si dans les présupposés métaphysiques de la philosophie heideggerienne l'on trouve une justification transcendantale du Nazisme. Cf. Lacoue-Labarthe, P., *La fiction du politique*. Ed. Bourgois, Paris, 1987. Cf. également Faye, E., *Heidegger; L'introduction du nazisme dans la philosophie, Autour des séminaires inédits de 1933-1935*. Ed. Albin Michel, Paris, 2005.
- ²⁰ Blanchot, M., *Les intellectuels en question*. Ed. Farrago, Tours, 2000, p. 10 et 11.
- ²¹ Op. cit., p. 100 et ssq.
- ²² Cf. Morin, E., *L'identité humaine - La Méthode 5. L'humanité de l'humanité*. Ed. du Seuil, Paris, 2001.
- ²³ In *Penser l'Europe*. Paris, 1987, p. 44 et sq.
- ²⁴ In *Traité constitutionnel européen* (signé à Rome le 29 octobre 2004). Partie I, article 1.2.
- ²⁵ Ducellier, A., *Les Byzantins. Histoire et culture*. Ed. du Seuil, Paris, 1988, p. 84 et sq.
- ²⁶ La Bible, in *Le Livre de l'Exode*, 17, 5-7.
- ²⁷ Sloterdijk, Peter. *Si l'Europe s'éveille, réflexions sur le programme d'une puissance mondiale à la fin de l'ère de son absence politique*. Frankfurt, 1994. Trad. M. Mannoni. Ed. Mille et une Nuits, Paris, 2003, p. 32 et sq.
- ²⁸ Idem, op. cit., p. 33. Les parenthèses sont de mon fait.
- ²⁹ Analyse de la notion de « Volonté » dans l'esprit européen proposée par Solterdijk, op. cit., p. 34.
- ³⁰ Celine, L-F., *Voyage au bout de la nuit*. Ed. Gallimard, Paris, 1952.
- ³¹ Op. cité, p. 18 et sq.
- ³² Idem, p.19.
- ³³ Op. cité p. 21
- ³⁴ Jaeger, Werner. *Paideia la formation de l'homme grec*. Trad. de M. et Mme Devyver, revue par l'auteur. Ed. Gallimard. Paris, 1964.
- ³⁵ Op. cit., p. 20
- ³⁶ L'image à l'italienne, relative à la question du concept de « mytho-motricité » de l'Europe, est de Peter Sloterdijk, in *Op. cité*, p. 52 et sq.
- ³⁷ Nietzsche F., *Le gai savoir* (§ 377 *Nous, sans-patrie*). Trad. de M. Vialatte. Ed. Gallimard, Paris, 1950.
- ³⁸ Rimbaud, A., *Le bateau ivre*, Paris, 1871.
- ³⁹ Morin, E., *Penser l'Europe*. Ed. Gallimard, Paris, 1987.
- ⁴⁰ In Morin, E., *La Méthode 4. Les Idées*. Ed. du Seuil, Paris, 1991, p.231.